

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

6 novembre : une détermination intacte !

# **Pour des Etats Généraux du mouvement social**

- 60 ans, pas un an de plus, pas un euro de moins ! -

Date de mise en ligne : lundi 8 novembre 2010

---

**Démocratie & Socialisme**

---

Alors que les médias matraquent à longueur d'antenne sur la décrue du mouvement et les divisions syndicales, le fait majeur reste qu'en dépit du vote de la loi, la journée du 6 novembre a réuni plus d'un million de participants.

## Une détermination intacte qui exprime une opinion majoritaire

C'est moins que ce que nous pouvions espérer mais c'est loin de l'échec attendu par certains ou de « la défaite en chantant » dont parle un éditorialiste du quotidien Le Monde. Un million dans la rue, c'est à nouveau l'expression d'une majorité contre la réforme des retraites et au-delà contre l'ensemble de la politique de la droite.

Ce qui domine, c'est une détermination intacte. C'est le rejet massif, profond, de Sarkozy, bien au-delà du nombre de manifestants. Sarkozy ne s'y trompe d'ailleurs pas et, rompant avec son outrance habituelle, se donne bien garde depuis quelques semaines de monter en première ligne. Il se hâte, au contraire, même après le vote de sa loi scélérate par le Parlement, de se camoufler derrière le paravent chinois que lui offre opportunément la visite en France de Hu Jintao.

Aucun remaniement n'y changera rien. L'illégitimité de la politique de la droite est telle que seule une dissolution de l'Assemblée Nationale pourrait être une réponse à la hauteur de la crise politique installée durablement.

Il y a de l'amertume mais la volonté d'en découdre aujourd'hui ou demain est toujours là.

La vraie question c'est de savoir quelle forme peut désormais prendre une telle volonté. La réponse ne peut pas venir seulement de l'intersyndicale. Même si celle-ci entend élargir la plateforme revendicative à l'ensemble des questions sociales : salaires, pouvoir d'achat, emploi, conditions de travail et retraites comme elle l'a annoncé le 4 novembre.

### **La vraie question c'est, en plus de la mobilisation sociale, celle du débouché politique.**

Non pas en renvoyant à 2012 mais en dessinant dès maintenant l'affirmation qu'une autre politique est possible qui réponde aux exigences sociales qui s'expriment depuis des mois dans la rue, dans les grèves... une autre politique que toute la gauche devrait porter tout en se battant, pied à pied contre la déconstruction de notre modèle social.

L'alternative se construit maintenant dans les combats sociaux, en organisant l'action et des débats dans tout le pays avec des Etats Généraux du mouvement social qui réunissent, dans chaque département, comme au niveau national, l'ensemble des acteurs : syndicats, associations, partis.

De convention en convention, le Parti socialiste débat de son programme. Cette démarche n'est en rien contradictoire avec la perspective d'Etats Généraux qui débattent des réponses à apporter au mouvement social sur les salaires, l'emploi, les retraites, l'égalité. Les collectifs unitaires en défense de nos retraites, déjà actifs dans de nombreuses villes peuvent y jouer un rôle important compte tenu de la place prise par ces collectifs tout au long du mouvement.

Dans ce débat, que nous appelons de nos vœux, nous avons des propositions : le SMIC à 1600 euros et l'augmentation des salaires, la généralisation des 35 heures, des quotas de 5 % maximum de précaires (intérim,

CDD...) dans les entreprises de plus de 20 salariés, les 60 ans à taux plein, le plafonnement des revenus à 20 fois le SMIC...

De tels Etats Généraux permettraient de construire les réponses politiques communes qu'attendent une majorité de jeunes, de salariés. Ils constitueraient le prolongement de l'action des organisations syndicales.

Ils devraient intégrer la poursuite de la construction de rapports de forces et de mobilisations contre tous les sales coups que Sarkozy continue à préparer.

Ils seraient, également, un formidable point d'appui pour que le retour de la Gauche au Pouvoir, au plus tôt, permette de tenir une conférence nationale sur les salaires, l'emploi, l'égalité, la protection sociale qui se traduisent, dès le début de la mandature, par des mesures concrètes de haut niveau sur les questions sociales.

Car le retour de la Gauche se fera en réponse aux urgences sociales qui s'expriment dans le pays ou ne se fera pas. C'était vrai en 2002, c'était vrai en 2007, nous ne devons surtout pas l'oublier. La réponse de la gauche à ces urgences sociales sera plus déterminante encore lors des prochaines échéances politiques, qu'elles soient ou non en avance sur le calendrier électoral.

**De la réponse aux exigences sociales dépend la victoire ou la défaite à venir.**